

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	54	21

N° de la séance : 15

Objet de la délibération : DGA / AD -  
Fonds de concours relatif à  
l'aménagement et à l'accessibilité de  
zones à vocation économique -  
Approbation du Règlement révisé

- ☒ Original
  - ☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.070

Date de la convocation :

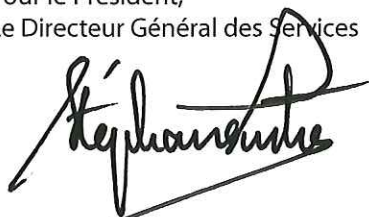
**Le 21/06/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **- 4 JUL. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 4 JUL. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 27 juin 2016**

L'an deux mil seize et le 27 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Thérèse ROUAZE à Michel BERTRAND, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Béatrice VIGNOLO, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Elisabeth JANIN à Michel ROSSI, Anne-Marie BOUSQUET à Jacques GENTE, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Christophe ETORE à Marc DAUNIS, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL

**ABSENTS :**

Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



## **Monsieur DAUNIS,**

Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) sont régis par un principe de spécialité qui revêt deux aspects : une spécialité territoriale en vertu de laquelle l'EPCI ne peut intervenir que dans le cadre de son périmètre, et une spécialité fonctionnelle qui interdit à l'EPCI d'intervenir en dehors du champ de compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres.

La cohérence de l'organisation territoriale des équipements et des interventions publiques a nécessité le développement de fonds de concours, qui constituent une dérogation aux principes évoqués ci-dessus.

La pratique des fonds de concours est autorisée par l'article L. 5216-5 VI du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoit *« qu'afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent réciproquement être versés entre un EPCI à fiscalité propre et les communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil communautaire et des Conseil municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours. »*

C'est dans ce cadre que la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis attribue depuis 2004 des fonds de concours à ses communes membres, afin de les accompagner dans leurs projets de développement.

A ce titre, le Conseil Communautaire du 21 décembre 2015 par délibération n°CC.2015.141 a approuvé la mise en œuvre d'un nouveau fonds de concours, dédié au financement des équipements publics nécessaires à l'accompagnement à la mise en place, au développement ou au maintien de zones à vocation économique et pour lequel un Règlement a été approuvé en cette même séance.

Son application étant entrée en vigueur depuis un semestre, il apparaît aujourd'hui que quelques ajustements peuvent être proposés. Ainsi, le Règlement de ce fonds de concours spécifique peut faire l'objet d'une révision intégrant les précisions suivantes :

- Le seuil minimum d'investissements totaux à l'échelle du projet portant éligibilité de ce dernier est fixé à 10 millions d'euros TTC.
- Le recensement des projets d'aménagement de zones à vocation économique ayant vocation à être réalisés dans les années 2016 à 2020 inclus (5 ans) sera mis en œuvre selon le planning actualisé suivant :
  - Adoption du Règlement révisé du fonds de concours : Conseil Communautaire du 27 juin 2016 ;
  - Dépôt des dossiers par les communes : 30 septembre 2016 au plus tard ;
  - Octroi des soutiens de la CASA aux projets : Conseil communautaire de décembre 2016.
- La contribution maximale de la Communauté d'Agglomération est portée à 30 % et dans la limite d'un soutien plafonné à 3 millions d'euros.



Compte-tenu des éléments évoqués, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la révision du Règlement des fonds de concours dédiés à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique au niveau communautaire telle que ci-dessus précisée,
- d'approuver le Règlement des fonds de concours ci-joint, ainsi que les annexes correspondantes.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE :**

- la révision du Règlement des fonds de concours dédiés à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique au niveau communautaire telle que ci-dessus précisée,
- le Règlement des fonds de concours ci-joint, ainsi que les annexes correspondantes.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 27 juin 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



## **CONVENTION**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS  
ET  
LA COMMUNE DE .....**

**ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS DEDIE A L'AMENAGEMENT ET A  
L'ACCESSIBILITE DES ZONES D'ACTIVITE A VOCATION ECONOMIQUE**

### **ENTRE**

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis** représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération par délibérations du Bureau Communautaire du

**D'UNE PART**

**ET**

**La commune de .....** représentée par Monsieur ou Madame ....., Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite commune.

**D'AUTRE PART**

### **OBJET de la CONVENTION**

Cette convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties relatifs au versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux communes membres.

### **ARTICLE 1 – DÉSIGNATION du PROJET**

***Intitulé de l'opération financée : .....***

**Annexe 1** : Note d'opportunité du projet.

**Annexe 2** : Délibération de la commune faisant acte de la demande de fonds de concours.

**Annexe 3** : Budget prévisionnel et calendrier de réalisation.



## **ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE**

La commune s'engage à assurer la conduite de conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la CASA dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène.

## **ARTICLE 3 – PLAN DE FINANCEMENT**

Coût prévisionnel du projet :	€ H.T.
-------------------------------	--------

### **Plan de financement prévisionnel :**

Partenaires	Taux	Montant	Observations
Conseil Régional			
Conseil Général	%	€	
<b>Autofinancement</b>	<b>%</b>	<b>€</b>	
Autres (préciser)	%	€	
TOTAL	100%	€	

*Le montant de l'aide à l'investissement apporté par la CASA ne peut être supérieur à celui porté par la commune.*

*La participation de la CASA est arrêtée à la somme de ..... euros, constituant la limite de son cofinancement. En cas de réévaluation à la baisse du projet, l'engagement de la CASA sera celui du pourcentage de participation retenu dans la présente convention à savoir..... %*

## **ARTICLE 4 – VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS**

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier).
- Et des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.



Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

## **ARTICLE 5 – SUIVI DU PROJET**

La commune indiquera à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis tout retard susceptible d'intervenir dans la réalisation de l'opération ou encore toute modification du projet et notamment technique ou financière.

Auquel cas, il conviendra de se conformer aux dispositions du Règlement révisé de fonds de concours dédiés à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique, approuvées en séance du Conseil communautaire du 27 juin 2016.

## **ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITÉ DE L'ATTRIBUTION**

Seules les dépenses ayant effectivement été réalisées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2020 pour les projets ayant obtenu un fonds de concours de la part de la CASA pourront être éligibles.

Toute dépense prévue initialement avant le 31 décembre 2020 mais finalement non réalisée ne pourra donc être soutenue par ce fonds de concours.

## **ARTICLE 7 – DÉCOMPTES DÉFINITIFS**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pourra demander à la commune tout document utile au contrôle de la régularité et du bon emploi des fonds de concours versés.

## **ARTICLE 8- REMBOURSEMENT DU FONDS DE CONCOURS**

La CASA se réserve le droit :

- de demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu ;
- d'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
  - de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde ;
  - du non-respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours ;
  - du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours.



## **ARTICLE 9 – RÈGLEMENT des LITIGES**

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

---

Fait à Antibes, le

<p>Pour la commune de .....</p> <p>Le Maire,</p> <p>.....</p>	<p>Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis Le Président,</p> <p>Jean LEONETTI</p>
---	---



## **REGLEMENT**

### **FONDS DE CONCOURS DEDIE A L'AMENAGEMENT ET A L'ACCESSIBILITE DE ZONES A VOCATION ECONOMIQUE AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE**

Dans le cadre de sa compétence Développement économique, la CASA souhaite accompagner les communes dans le maintien, le développement ou la mise en place de nouvelles zones d'activité à vocation économique, via un fonds de concours dédié.

Ainsi, par délibération du 21 décembre 2015, le Conseil communautaire de la CASA a validé le principe de la mise en œuvre de ce nouveau dispositif.

Le Règlement, initialement approuvé par délibération du Conseil communautaire le 21 décembre 2015, a fait l'objet d'une révision par délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2016.

#### **1/ Zones éligibles**

Les projets présentés par les communes devront obligatoirement se situer dans les espaces à dominante urbaine / enjeux de développement / dominante activités issus du SCOT. La carte correspondante est annexée au présent règlement.

#### **2/ Modalités d'intervention**

##### ***2.1 : Dépôt des demandes de soutien par les communes auprès de la CASA***

Les projets présentés par les communes devront embrasser la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 – au 31 décembre 2020 et seront traités en une seule fois pour les 5 années concernées selon le planning actualisé suivant :

- Adoption du Règlement révisé du fonds de concours : Conseil communautaire du 27 juin 2016 ;
- Dépôt des dossiers par les communes : 30 septembre 2016 au plus tard ;
- Octroi des soutiens de la CASA aux projets : Conseil communautaire de novembre ou décembre 2016.

L'instruction des dossiers sera donc effectuée par les services de la CASA dans le courant du dernier trimestre 2016, afin de permettre une décision la plus rapide possible.

##### ***2.2 : Critères d'éligibilité***

Le budget total du projet doit être au minimum de 10 millions d'euros TTC, tous financements confondus afin d'être éligible au fonds de concours.

Les dépenses concernées par le fonds de concours représentent l'ensemble des dépenses d'études, d'aménagements, de réfection, d'amélioration ou de mise en place d'équipements publics, de



travaux d'embellissement, etc, nécessaires au projet de développement des zones à vocation économique.

Parmi celles-ci, les dépenses éligibles sont :

- Les dépenses restant réellement à la charge des communes, déduction faite de toutes les autres subventions ou participations financières au projet, quel que soit l'acteur octroyant ce soutien
- Les dépenses affectées à des infrastructures dont la propriété fera partie du patrimoine communal

### **2.3 : Détermination du taux du fonds de concours**

Le budget alloué par la CASA à ce fonds de concours pour les 5 ans est défini comme suit :

La contribution maximale est portée à 30% et dans la limite d'un soutien plafonné à 3 millions d'euros.

## **3/ Modalités administratives et financières**

### **3.1 : Constitution des dossiers de demande de fonds de concours**

Dans le cadre du planning indiqué en 2.1 du présent règlement, les communes porteuses de projets doivent renseigner et transmettre le dossier de demande à la CASA, composé a minima des éléments suivants :

- Une note d'opportunité détaillant les objectifs du projet à vocation économique amenant à réaliser l'opération objet de la demande de fonds de concours, en insistant sur les retombées économiques attendues (création d'emploi, implantation d'entreprises, extension d'entreprises actuelles, etc)
- Un état prévisionnel annualisé du budget HT du projet incluant le plan de financement HT pour les années 2016 – 2020 avec la clé de répartition attendue des différents partenaires financeurs. L'ensemble des budgets indiqués doivent l'être en Hors Taxe.  
A noter que la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des Collectivités territoriales oblige la collectivité maître d'ouvrage à une participation minimale de 20% pour les projets d'investissements depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.  
Le respect de la condition du financement majoritaire par la commune bénéficiaire du fonds de concours doit être apprécié par référence au coût Hors Taxe des dépenses
- Un dossier technique faisant apparaître la faisabilité technique de l'opération (aspects fonciers, juridiques, plans et éléments chiffrés, devis, etc) ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation
- La délibération du Conseil municipal mentionnant :
  - La nature et le coût estimé de l'opération
  - Autorisant le Maire à solliciter l'attribution d'un fonds de concours auprès de la CASA

D'une manière générale, le dossier doit présenter les garanties de faisabilité juridique, financières et de conformité aux conditions d'attribution des fonds de concours.



La commune peut également joindre tout document complémentaire qu'elle juge nécessaire à la bonne compréhension du projet.

Le dossier de demande de fonds de concours est à adresser à :

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Direction générale adjointe Aménagement & Développement Economique

Service Gestion et Coordination

449, Route des Crêtes BP43

06901 Sophia Antipolis Cédex

Ci annexé un modèle de dossier de demande de fonds de concours, par ailleurs téléchargeable sur le site extranet de la CASA.

### **3.2 : Délai de validité de l'attribution**

Seules les dépenses ayant effectivement été réalisées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2020 pour les projets ayant obtenu un fonds de concours de la part de la CASA pourront être éligibles.

Toute dépense prévue initialement avant le 31 décembre 2020 mais finalement non réalisée ne pourra donc être soutenue par ce fonds de concours.

### **3.3 : Modalités du versement du fonds de concours**

Le versement des acomptes ou du solde du fonds de concours s'effectue sur demande de la commune et sur la justification de la réalisation du projet en conformité avec les caractéristiques visées par la convention, c'est-à-dire sur production :

- D'un état récapitulatif des versements effectués par la commune, visé de l'Ordonnateur (Maire) et du Comptable public (Trésorier) et renseigné en HT
- Des arrêtés de notification des subventions allouées par d'autres partenaires financeurs

A défaut de la production des pièces justifiant de la participation financière des autres partenaires, il est demandé de produire une attestation signée du Maire faisant état du plan de financement définitif détaillant les clés de répartition réelles.

Des avances peuvent être versées au fur et à mesure de l'avancement du projet, sur demande de la commune. Elles ne peuvent toutefois excéder 80 % du montant prévisionnel du fonds de concours.

### **3.4 : Engagements de la commune**

La commune s'engage à mener à bien le projet faisant l'objet d'un fonds de concours de la CASA et à informer cette dernière de toute modification du projet.



En outre, elle s'engage à faire mention de la participation financière de la CASA dans tous les documents, communications, informations relatives au projet concerné, et d'y apposer le logo de la CASA.

### **3.5 : Modification de l'opération financée**

La commune informera la CASA de toute modification du projet, notamment sur les aspects planification et financement.

Dans le cas où les dépenses éligibles réelles sont inférieures aux dépenses prévisionnelles, le fonds de concours est révisé en proportion au niveau d'exécution constaté, par application du taux du fonds de concours à la dépense effectivement subventionnable au vu des justificatifs fournis.

Dans le cas où les cofinancements réellement notifiés s'avèrent supérieurs à l'estimation, le fonds de concours est révisé en proportion au niveau d'exécution constaté, par application du taux de la participation financière de la CASA, au plus égal à celle de la commune (subventions déduites). Il fait l'objet d'un prorata de la recette notifiée, voire d'un reversement à la Communauté d'agglomération en cas de trop-perçu.

En cas de coût supérieur de l'opération ou d'augmentation des dépenses éligibles in fine, le montant du fonds de concours sera majoré au montant prévu initialement au regard du budget prévisionnel. Il ne pourra pas faire l'objet d'une réévaluation à la hausse.

### **3.6 : Remboursement du fonds de concours**

La CASA se réserve le droit :

- De demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop-perçu dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu
- D'arrêter, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :
  - de non communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement des acomptes ou du solde
  - du non respect des obligations résultant de la convention bipartite portant attribution du fonds de concours
  - du non achèvement des travaux programmés, selon le calendrier et les détails fournis au dossier de demande de fonds de concours

Ci-annexé un modèle type de convention de fonds de concours d'équipement.





# Dossier de demande d'un fonds de concours aménagement et accessibilité de zones à vocation économique

**Vous êtes une commune de la  
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.**

**Le dossier dûment complété sera transmis à l'adresse suivante :**

*Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis  
Direction Générale Adjointe à l'Aménagement et au Développement Economique  
Service Gestion et Coordination  
449 Route des Crêtes BP 43  
06901 Sophia Antipolis Cedex*



Pour être déclarée recevable, votre demande de fonds de concours doit impérativement être accompagnée des pièces suivantes :

- Présent formulaire dûment renseigné et signé du Maire de la commune ou toute personne ayant reçu son habilitation.
- Eléments techniques faisant apparaître la faisabilité de l'opération (aspects fonciers, juridiques, plans et éléments chiffrés, devis etc ...)
- La délibération du Conseil municipal mentionnant :
  - 1/ la nature et le coût estimé de l'opération
  - 2/ l'autorisation du Maire à solliciter l'attribution d'un fonds de concours auprès de la CASA.

**De manière générale, le dossier doit présenter les garanties de faisabilité juridique, financières et de conformité aux conditions d'attribution des fonds de concours, telles que définies par le Conseil communautaire 21 décembre 2015 et inscrites dans le Règlement révisé du fonds de concours dédié à l'aménagement et à l'accessibilité des zones d'activité à vocation économique (séance du Conseil communautaire du 27 juin 2016), consultable en ligne sur le site de la CASA :**

**[www.casa-infos.fr](http://www.casa-infos.fr)**

Des pièces complémentaires pourront être demandées par le service instructeur si l'examen de l'éligibilité le nécessite.

Pour toute précision utile au renseignement de ce formulaire ou toute question relative aux fonds de concours alloués par la CASA, le Service Gestion et Coordination se tient à votre écoute : 04.89.87.71.03 ou 04.89.87.71.05



## Identification de la commune sollicitant le fonds de concours

**Commune :**

N° SIRET (14 chiffres):

Adresse :

**Nom de l'agent en charge de la constitution et du suivi de la demande :**

Fonctions occupées :

Téléphone :

E-mail :

## Identification du projet

**La commune sollicite la participation financière de la CASA au titre des fonds de concours aménagement & accessibilité de zones d'activité à vocation économique pour l'opération suivante :**

.....



## NOTE D'OPPORTUNITE

Cette note d'opportunité détaille les objectifs du projet à vocation économique en insistant sur les retombées économiques attendues (création d'emploi, implantation d'entreprises, extension d'entreprises actuelles, etc)

Elle indique également la nature des dépenses concernées par ce fonds de concours (acquisition foncière, construction, réhabilitation, travaux, etc ...), en indiquant leur destination, leur date prévisionnelle de réalisation, ainsi que tout élément pouvant faciliter la compréhension du projet.



CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION	
ETAPE	DATE ESTIMEE DE REALISATION

BUDGET PREVISIONNEL (DEPENSES INVESTISSEMENT)		
Nature des dépenses	Echéancier	Montant HT
Total :		€



BUDGET PREVISIONNEL (DEPENSES FONCTIONNEMENT)		
Nature des dépenses	Echéancier	Montant HT
Total :		€

Indiquer pour l'ensemble des dépenses prévisionnelles uniquement celles correspondantes à des biens ayant vocation à être inscrits au patrimoine communal



## Plan de financement prévisionnel

Le plan de financement prévisionnel est **exprimé en HT** et il fait apparaître les clés de répartition des différents partenaires financeurs.

A noter que la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des Collectivités territoriales oblige la collectivité maître d'ouvrage à une participation minimale de 20% pour les projets d'investissements, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Partenaire financeur	Taux	Montant HT	Observations
Commune demanderesse			
Etat	%	€	
Conseil Régional	%	€	
Conseil Général	%	€	
Autre (Europe, ...)	%	€	
Commune de ...	%	€	
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>€</b>	

Date :

Signature :

(Nom du signataire et cachet)

**Une fois les éléments renseignés, merci de joindre un dossier technique et la délibération du Conseil Municipal (cf. page 2 du présent dossier).**



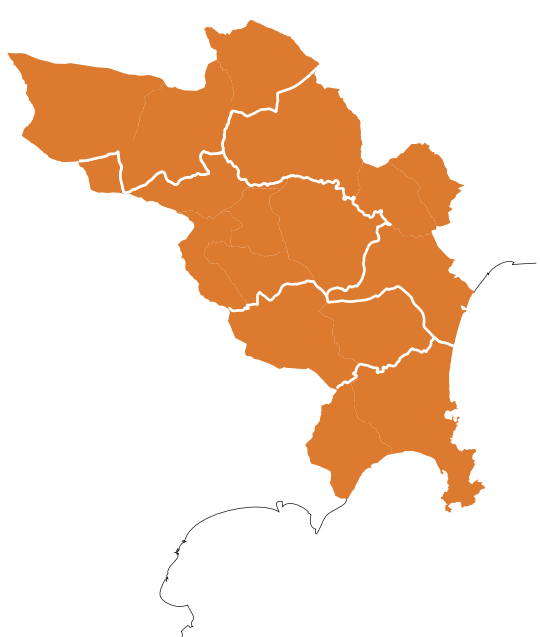
# DOCUMENT D'ORIENTATIONS GÉNÉRALES

## V - 1 Plan indicatif d'assemblage des unités de voisinage



### Document d'orientations générales

#### V - 1 Plan indicatif d'assemblage des unités de voisinage



1 cm = 500 mètres  
1 / 50 000e

SCOT approuvé  
Délibération du conseil communautaire le 5 mai 2008





**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 27/06/2016  
Numéro : CC.2016.070  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Fonds de concours relatif à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique - Approbation du Règlement révisé  
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire

**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 111247657  
Référence envoi : IDF2016-07-04T16-44-35.00  
Envoyé le : 04/07/2016  
à (TU) : 14h44:57

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 04/07/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160627-AOI\_6208-DE

**Acte reçu**

Date : 27/06/2016  
Numéro interne : AOI\_6208  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 4  
Objet : Fonds de concours relatif à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique - Approbation du Règlement révisé  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160627-AOI\_6208-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 4

006-240600585-20160627-AOI\_6208-DE-1-1\_2.pdf  
006-240600585-20160627-AOI\_6208-DE-1-1\_3.pdf  
006-240600585-20160627-AOI\_6208-DE-1-1\_4.pdf  
006-240600585-20160627-AOI\_6208-DE-1-1\_5.pdf